

**LE ROLE DES FACTEURS ECONOMIQUES DANS LES CONFLITS EN
AFRIQUE ATLANTIQUE
“THE ROLE OF ECONOMIC FACTORS IN AFRO-ATLANTICAN
CONFLICTS”**

Par

Asmâa FHAIL

Chercheur à l’Institut des Etudes Africaines à Rabat- Maroc.

&

yahia ABOULFARAH

Professeur à l’Institut des Etudes Africaines à Rabat- Maroc.

&

Khadija BOUTKHILI

Professeur à l’Institut des Etudes Africaines à Rabat- Maroc.

Résumé

Au-delà des causes politiques et institutionnelles, L’article intitulé : «LE ROLE DES FACTEURS ECONOMIQUES DANS LES CONFLITS EN AFRIQUE ATLANTIQUE» montre le rôle des facteurs économiques comme causes indirectes aux conflits dans les pays de l’Afrique atlantique.

Cet article fait ressortir les différentes richesses dont gorgent les pays africains du littoral atlantique notamment: Angola, Benin , Cameroun, Cap Vert , Congo Populaire, Cote-

d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Liberia, Mauritanie, Namibie, Nigeria, République Démocratique de Congo, République Sudafricaine, Sao Tome et Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo, ainsi que les conflits qui caractérisent cette région, tout en mettant la lumière sur la nature et les causes économiques de ces conflits.

Abstract:

Beyond the political and institutional causes, the article headed “The Role of economic factors in Atlantican Africa conflicts” shows the role of economic factors such as indirect causes of conflicts in this area.

This article highlights the different wealth available in African countries located on the shore of Atlantic coast including: Angola, Benin, Cameroon, Cape Verde, Congo People, Cote d'Ivoire, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea Bissau, Equatorial Guinea, Liberia, Mauritania, Namibia, Nigeria, Democratic Republic of Congo, Republic of South Africa, Sao Tome and Principe, Senegal, Sierra Leone, Togo.

On same time, it shows to, the conflicts characteristics and their relationship with economic resources.

Mots clés: croissance, potentialités, ressources, minerais, frontières, conflits, facteurs économiques, Afrique, Atlantique.

Keywords: growth, potential, resources, ore, boundary, conflicts, economic factors, Africa, Atlantic.

INTRODUCTION

Avec une superficie s'étendant sur 8 000 km du nord au sud (allant de la Tunisie à l'Afrique du Sud) et 7 400 Km d'est en Ouest (allant du Cap Vert à la Somalie), l'Afrique représente 6% de la surface terrestre (soit 30 415 873 Km²); la plus riche en gisement minier et métaux précieux.

Le continent africain et spécialement l'Afrique atlantique, est une zone géographique généreusement pourvu de métaux précieux et de gisements miniers, qui compte plus de 30 types de ressources, allant du pétrole, à l'uranium en passant par l'or, le fer et le plomb.

Ces ressources sont les piliers de l'économie africaine et représentent le moyen de subsistance d'une grande population qui est majoritairement rurale et pauvres.

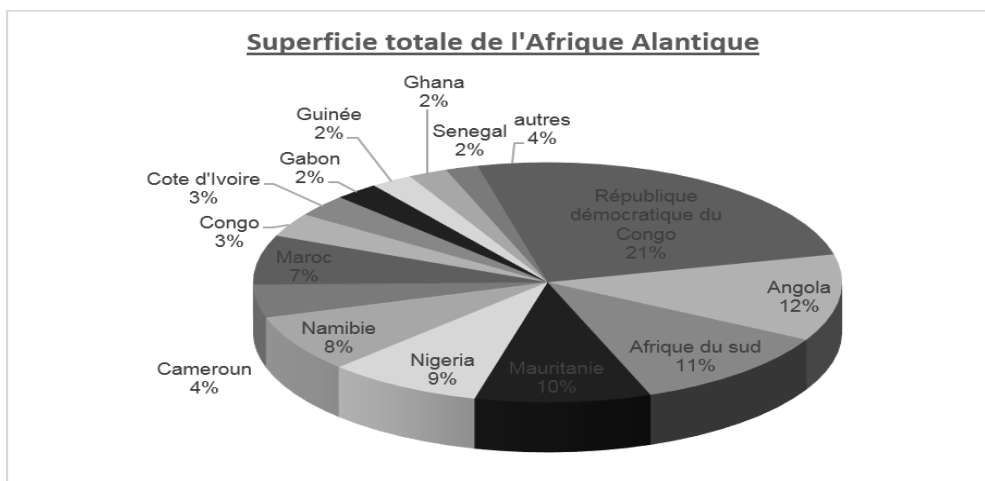
En outre, contrairement à leurs semblables occidentaux ou ceux situés en moyen orient, où les ressources naturelles ont été des véritables leviers de croissance et moteurs de développement, les pays de l'Afrique subissent un paradoxe de l'abondance et ne succombent que difficilement à la malédiction de leurs propres richesses. Souvent, ces richesses sont une source indirecte ; d'instabilité politique et des réels déclencheurs de conflictualité, les entravant à utiliser efficacement les recettes de leurs ressources pour stimuler la croissance, et tirer pleinement profit de cette abondance.

I. POTENTIALITES DE L'AFRIQUE ATLANTIQUE

I.1 Superficie de l'Afrique Atlantique :

La superficie totale de l'Afrique atlantique¹ est de 10 665 050km², cette superficie englobe la superficie totale des pays du littoral atlantique, du Maroc à la l'Afrique du sud, qui est de 10660 060 km², et celle de l'île du Cap Vert, avec une superficie de 4030 km² et l'île Sao Tomé et Príncipe avec une superficie de 960 km².

¹Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture/FAO, Avril 2016
<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>



70% de la superficie de l'Afrique atlantique est partagée entre 6 pays, dont la part occupée par chacun d'entre eux dans la superficie totale, varie entre 8 et 21%. Il s'agit notamment de² :

■ **La République démocratique du Congo (RDC)**:occupant 21% de la superficie totale de l'Afrique atlantique, Elle est considérée comme un hub géographique liant l'Afrique centrale, à l'Afrique atlantique et l'Afrique de l'est. La RDC partage ses frontières avec neuf pays voisins notamment : la République centrafricaine et le Soudan au nord, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la République-Unie de Tanzanie à l'est, l'Angola et la Zambie, au sud et, la République du Congo et Angola à l'ouest.

Avec une Superficie qui est 3 fois supérieure à celle du Maroc, L'ex-Zaïre ou la RDC est classé comme le troisième plus grands pays de l'Afrique. il se subdivise en trois zones agro-écologiques :

- ❑ Une vaste cuvette alluviale au centre, dont l'altitude s'étage entre 300 et 500 m, qui couvre le tiers du territoire, dont la végétation se compose de forêts équatoriales et de marais ;
- ❑ Des plateaux étagés de savane bordant la cuvette alluviale au nord et au sud d'une altitude variant de 700 à 1 200 mètres ;
- ❑ Des massifs montagneux volcaniques de haute altitude à l'est et au nord-est variant de 1 500 à 5 000 mètres qui se situent dans la région de Kivu et sépare le bassin du fleuve du Congo de celui du Nil.

²Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture , FAO

Par ailleurs, avec sa régulière et abondante pluviométrie variant de 800 à 1 800 mm, et son climat équatorial qui est chaud et humide au centre, et progressivement tropical vers le sud et le nord, la RDC dispose de deux cycles agricoles. Dont une saison de pluies proprement dite, qui dure en moyenne huit mois par an, alternant avec une autre qui est totalement sèche.

En outre, bien que le littoral de la RDC se situe sur l'océan Atlantique et il est inférieur à 100 km, le pays est l'un des pays les plus arrosés du continent.

Elle représente 20% des ressources en eau douce de l'Afrique, et dispose d'un réseau hydrographique d'une grande densité qui comprend : un fleuve (classé deuxième au monde) de 4 670 km de long avec un débit de 30 000 m³/s d'eau par seconde et une trentaine de grandes rivières totalisant plus de 20 000 km de berges.

■ **Angola** : Située en Afrique australe, et limitée à l'Ouest par l'océan Atlantique, Angola couvre 12% de la superficie totale de l'Afrique Atlantique, dont 40% est constituée de végétation boisée, et 19% sont des forêts. Elle partage ses frontières avec le Congo et la République démocratique du Congo ; au nord, la Zambie à l'est et la Namibie au sud.

Les terres Angolaises sont caractérisées par leurs faible fertilité, les sols ferralitiques et para ferralitiques du pays sont disséminés sur d'importantes surfaces de plateaux centraux, tandis que ses sols sableux dans les plaines côtières sont salinés.

Les zones agro-écologiques d'Angola sont répartir aux principales zones suivantes :

- La zone Nord, qui se caractérise par son climat tropical humide, des précipitations annuelles supérieures à 1 500 mm, et une température moyenne annuelle dépassant les 22°C.

Dans cette zone, les trois quarts des surfaces plantées sont constitués de manioc, tandis que le reste est cultivé de maïs, haricot, millet, arachide, et patate douce.

- La zone Centre, qui se caractérise par un climat tropical tempéré variant par altitude entre 1 000 et 2 500 mètres au-dessus du niveau de la mer. Les hauts plateaux de cette zone sont caractérisés par des pluies qui varient entre 1 250 et 1 500 mm/an et une température moyenne annuelle variant entre 18 °C et 20°C. tandis que la culture dominante est le maïs, qui est principalement planté en association avec d'autres cultures traditionnelles telle que l'haricot, le sorgho ou millet, l'arachide et la patate douce.

- La zone sud, qui se caractérise par son climat sec, allant du tropical désertique au tropical sec, ses faibles précipitations allant en moyenne à 200 mm/an. Et une température annuelle variant de 20 à 22°C.

La culture prédominante dans la zone sud, sous irrigation, est le sorgho ou millet, qui couvre environ 80 % de la superficie plantées, tandis que les 20 % restant accueille le maïs en association avec les haricots, les arachides et les patates douces.

De ces 3 zones agro-écologiques angolaises, la zone nord et celle du centre connaissent deux saisons de pluies : une saison qui a lieu du mois de septembre au mois de décembre et une autre saison qui commence au mois de février pour avoir fin en avril. Par contre la zone sud, n'a qu'une seule saison de pluies qui intervient d'octobre à mars.

■ **L'Afrique du sud**

Avec sa topographie variant entre montagnes, vallées, désert et terre hautes, et son climat chaud, l'Afrique du sud est bordé par le Botswana et le Zimbabwe au nord, le Mozambique et le Swaziland à l'Est, l'océan Indien au sud, la Namibie et l'océan Atlantique à l'Ouest. Elle occupe 11% de la superficie totale de l'Afrique atlantique, et s'étend sur un littoral de plus de 3 000 km, reliant la côte Est africaine à celle de l'Ouest.

L'Afrique du sud est qualifiée de pays semi-aride, sa modeste pluviométrie, fait que 35% de sa superficie totale, connaît des précipitations supérieures ou égales à 500 mm, tandis que 21% de cette superficie connaît des précipitations de moins de 200 mm, d'où la distinction de trois zones climatiques régnautes dans ce pays :

- ❑ Les régions orientales : qui sont des zones de pluies d'été avec des précipitations annuelles supérieures ou égales à 500 mm ;
- ❑ La région centrale et les parties occidentales du grand plateau : qui sont des zones aride à semi-aride, caractérisées par des pluies de fin d'été, variant de moins de 100 mm/an à 500 mm/an.
- ❑ Le Cap : englobant les montagnes, les espaces les séparant, et la mer : cette zone est caractérisée par une saison de pluie en hiver à l'ouest, et des précipitations qui règnent tout au long de l'année dans les régions sud-est, variant entre 300 mm à 900 mm par an.

Cependant, 65% de l'Afrique du Sud ne reçoit pas de pluie nécessaire pour une bonne culture, c'est pourquoi la quasi-totalité des terres est utilisée pour le pâturage. A l'exception du Cap-Occidental, qui connaît des précipitations Méditerranée en l'hiver, commençant généralement en mois d'Avril pour prendre fin en Septembre, contrairement au reste du pays où les pluies d'été commencent en mois d'Octobre et finissent en mois de mars.

Par ailleurs, les ressources en eau à l'Afrique du sud, draine le pays dans quatre grands systèmes :

- ❑ La rivière Orange : se situe dans les hauts plateaux du Lesotho, et draine avec les affluents du Caledon et les rivières Vaal, environ 48% des ressources en eau du pays vers l'océan Atlantique.

- ❑ Le bassin du fleuve Limpopo : draine avec les principaux affluents; tels que le crocodile et la rivière Olifants, 14% des ressources en eau du pays vers l'Océan Indien.
- ❑ Les Rivières drainant les montagnes du Cap sud-ouest dans l'océan l'Atlantique et l'océan Indien, couvrent 9% du pays, avec un écoulement annuel moyen de 5 000 000 000 m³. dont les fleuves les plus importants sont les rivières d'Olifants et de Breede.
- ❑ Les autres rivières qui se jettent dans l'océan Indien, dont le plus important est le fleuve Tugela. qui couvrent en total environ 29 % du pays avec un écoulement annuel moyen de 28 000 millions de m³.

La Mauritanie

Située au nord-ouest de l'Afrique, entre le 15^{ème} et le 27^{ème} parallèle nord, la République islamique de Mauritanie, s'étend sur une côte de 600 km et représente 10% de la superficie totale de l'Afrique atlantique.

Elle est limitée à l'ouest par l'océan Atlantique, le Mali à l'Est, le Maroc et l'Algérie au nord, le mali et le Sénégal au sud.

Par ailleurs, Plus que la moitié de la zone nord Mauritanienne, est constitués de zones désertiques et faiblement peuplées. Tandis qu'au centre et au nord, les reliefs existants sont des massifs montagneux, surtout dans les régions d'Adrar et de Tagant, qui culminent entre 400 à 800 mètres.

Toutefois, à l'exception de la plaine alluviale du fleuve Sénégal au sud, appelée Chemama, le reste du pays est constitué, en grande partie, d'alignements dunaires qui, se transforme en pâturages en période de pluie ou en terre cultivables et représentent moins de 1% de son territoire.

Le climat de la Mauritanie est un climat saharien au nord et sahélien au sud, il est généralement chaud et sec, par contre la saison de pluie, qui conditionne en grande partie la production agropastorale, s'étend en général sur une période de quatre mois, de juin à septembre, reste très irrégulière dans le temps et l'espace. Ses ressources en eau se répartissent en surfaces renouvelables et eau souterraines :

❑ Eau de surface renouvelable :

Estimées à 11.1km/an, 0.1 km seulement des Eaux de surface renouvelables en Mauritanie, est généré à l'intérieur du pays. Ils sont constitués essentiellement du fleuve Sénégal, qui forme la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal, et ses affluents, ainsi que les retenues de barrages disséminées dans les parties sud et centrale.

❑ Les ressources en eau souterraines :

La Mauritanie recèle d'importantes ressources en eau souterraines, qui se situent principalement au sud-ouest, au sud et au sud-est du pays, où il y a des grandes nappes phréatiques (les nappes de Tarza, les nappes de Taoudenni, et les nappes de la vallée du fleuve), au détriment du reste du pays qui est marqué par des ressources aléatoires.

Le Nigeria

Bordée par le Bénin à l'ouest, le Niger au nord-ouest et au nord, le Tchad au nord-est et le Cameroun à l'Est, le Nigéria représente 9% de la superficie totale de l'Afrique atlantique et se répartit en 3 grandes zones écologiques avec des productions agricoles qui diffèrent d'une région à une autre. Ces zones sont les suivantes :

- ❑ La zone de la savane soudanaise au Nord où les cultures les plus importantes sont le sorgho, le mil, le maïs, l'arachide et le coton.
- ❑ La moyenne ceinture ou la zone de la savane Guinéenne où les cultures régnantes sont le manioc, l'igname, la banane plantain, le maïs et le sorgho ;
- ❑ La zone des forêts tropicales au sud où les cultures dominantes sont : l'huile de palme, le cacao et le caoutchouc.

Aussi, le Nigéria produit le riz, seulement cette culture n'existe que dans les zones de faible altitude et les zones inondées de façon saisonnière.

En outre, de par son positionnement dans la zone tropicale de l'Afrique de l'Ouest, limitée par l'océan atlantique au sud, le climat Nigérien varie d'un climat semi-aride au nord, à un climat humide au sud et ultra-humide sur la côte atlantique.

En vertu de ce climat, le pays connaît des précipitations qui durent toute l'année, seulement, la répartition de ces précipitations dans le temps et dans l'espace reste un problème qui s'ajoute à son système d'exploitation agricole, constitué de petits exploitants agricoles dispersés sur le territoire, et drainant le pays vers une incapacité économique de satisfaire ses propres besoins alimentaires.

Toutefois, de ces forêts tropicales au sud, au désert de la partie nord-est du pays, le Nigéria dispose de quatre principales surfaces de bassins d'eau notamment :

- ❑ Le bassin du Niger qui couvre une grande partie du centre et la partie nord-ouest du pays et représente 63% de sa superficie totale, dont la rivière la plus importante est la rivière du Niger et ses affluents.
- ❑ Le lac du Bassin de Tchat qui est le seul bassin de drainage interne à Nigéria et constitue 20% de la superficie totale du pays.
- ❑ Les bassins côtiers du sud-ouest qui représentent 11% de la superficie totale du pays.

- ❑ Les bassins côtiers du sud-est qui représentent 6% de la superficie totale du pays et reçoivent la grande partie de leur ruissellement de la zone plateau et de la montagne.

En plus de ces bassins, Nigéria dispose d'importantes ressources d'eaux souterraines, qui sont répartit sur 8 zones hydrogéologiques à savoir : le bassin de Sokoto, le bassin du Tchad, le Bassin moyen du Niger, le bassin de la Bénoué, La zone sud-ouest, La zone sud-centrale, la zone du Sud- Est, et le complexe de sous-sol qui constitue plus de 60% de la superficie du pays. Les basses zones inondées pendant la saison humide, connue sous le nom de zones Fadama, dispersés sur la savane de la Guinée, la savane du soudan et le sahel, dont le lac du Tchad, qui est l'une des plus importantes zone humide de la zone semi-aride du Sahel, servent au pays au pâturage, et l'agriculture, et ils sont réputés par leurs richesses en biodiversité comme lieux favorables pour la reproduction des oiseaux migrants.

En revanche, bien que Nigéria est l'un des pays de l'Afrique atlantique les mieux desservies par le réseau de rivières et de ruisseaux, certains d'entre eux, et spécialement les petites rivières et ruisseaux du nord revêtent le caractère de source saisonnières.

Namibie

Occupant 8% de la superficie totale de l'Afrique atlantique, La Namibie est bordée par Angola au nord, la Zambie et le Zimbabwe au nord-est, le Botswana à l'est, l'océan Atlantique à l'ouest et l'Afrique du Sud ; au sud.

Elle s'étend sur 1 300 km, du nord au sud et 900 km de l'est à l'ouest, et se répartit en trois régions topographiques :

- ❑ La région du désert côtier : cette région est composée de dunes mobiles, de gravier, et de plaines de sable, et inclut le désert Namibien qui s'étend sur le long de la côte atlantique.
- ❑ Le plateau inter- régional : ce plateau comprenant les massifs isolés des montagnes de « Tsaris » du sud-ouest, celles d'« Anas » au centre et l'Erongo à l'ouest et un grand escarpement occidental. Il est la continuation du plateau sud-africain qui s'étend de la frontière nord à celle du sud et couvre plus que la moitié du pays.
- ❑ Les dunes du Kalahari : ces dunes à sable de différentes épaisseurs, couvrent le désert du Kalahari située à l'est et au sud du plateau inter- régional.

A Namibie, 1% seulement de la végétation, sont des terres cultivables, cette part est composée de : savane qui représente 64% de la surface terrestre du pays, de la végétation du Désert qui représente 16%, et de forêts sèches qui couvrent 20 % des terres.

Par ailleurs, à l'image des pays africains situés au désert, Namibie est caractérisée par un climat sec et chaud avec des précipitations irrégulières, dont 92% des terres sont définies comme hyper- arides, arides ou semi-arides.

En outre, les ressources en eau de la Namibie, reviennent à 6 principaux bassins fluviaux qui sont :

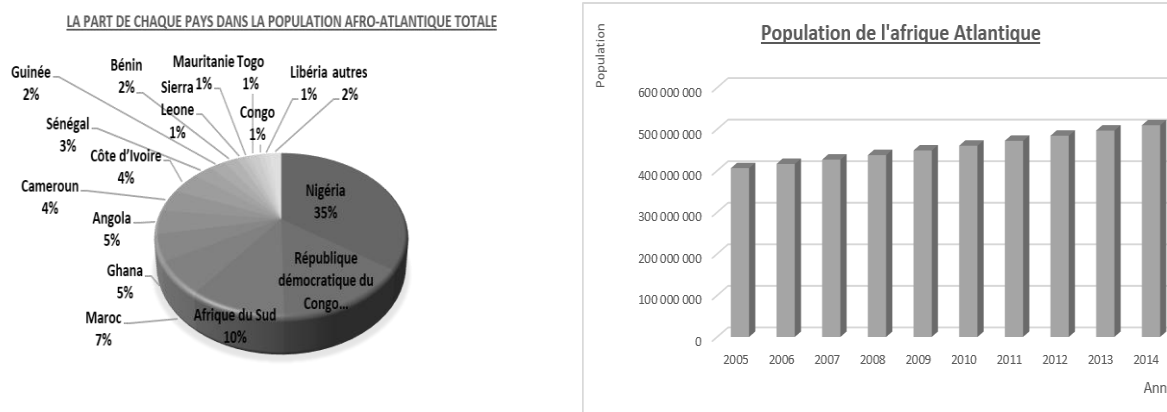
- ☐ Le bassin du fleuve Zimbabwe qui est la plus riche source d'eau du pays,
- ☐ Le bassin du fleuve Okavango,
- ☐ Le bassin de la côte sud-ouest qui englobe la rivière Kunene,
- ☐ La côte atlantique sud qui englobe les rivières de Husab, Ugab, Omaruru, Swakop et Kuiseb,
- ☐ Le bassin de la rivière Orange qui forme 600 km de frontière séparant le sud de la Namibie à l'Afrique du Sud,
- ☐ Les bassins intérieurs qui englobent le bassin de la rivière Cuvelai et une partie du désert de Kalahari.

Toutefois, malgré la diversité de ces ressources en eau, les ressources renouvelables en eau de la Namibie sont estimées à 45,46 km³/An, dont seulement 6,16 km³/An sont produites en interne alors que plus que la moitié, provient de l'extérieur du pays, principalement de la rivière de Zimbabwe et d'autres rivières comme celle d'Orange, de Kunene et Kwando et la rivière d'Okavango mais en petite contribution.

En revanche, 74% des pays de l'Afrique atlantique ne partagent que 30% seulement de sa superficie totale, dont le Maroc où la superficie est de 710 850 km², et les Iles du cap vert où la superficie est de 4 030 km² et celle du Sao tomé et principe qui de 960 km²

I.2 Population de l'Afrique atlantique :

Selon les statistiques de la banque mondiale, la population totale des pays africains du littoral atlantique, allant du Maroc jusqu'à l'Afrique du sud et incluant le cap vert et Sao Tomé et Príncipe, a atteint en 2014, le nombre de 509 409 290 Habitants répartis comme suit :



La part de la population marocaine dans la population totale de l'Afrique atlantique ne dépasse pas 7%, alors que les parts du Ghana, d'Angola et du Cameroun sont de 5% chacune, et celle de la côte d'ivoire est de 4%, tandis que les parts des autres pays restant ; sont inférieures à 3%.

La population totale de l'Afrique atlantique en 2014 comparée à l'année 2005, a connu, une croissance de 25%, alors que ce taux n'était que de 3% en comparaison avec l'année 2013.

Toutefois, le taux de croissance des populations d'Angola, le Benin, la Gambie, la Guinée équatoriale, Liberia, le Sénégal et la République démocratique du Congo de l'année 2005 à l'année 2014 ; varie entre 30 et 35%, alors que le taux de croissance pour les mêmes années de référence ont été compris entre 22 et 29% pour la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Congo, le Gabon, Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, Mauritanie, Nigeria, Sierra Leone, le Togo, et Sao tomé et principe.

En revanche, malgré la densité de la population en Afrique atlantique, elle reste majoritairement rurale, la part de la population rurale du Nigéria par exemple dépasse 53% de la population totale, alors que celle de la république démocratique du Congo représente plus de 58% de sa population totale.

II. RICHESSES ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE ATLANTIQUE

Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), le continent africain abrite 54% des réserves mondiales de platine, 78% de diamants, 40% de chrome et

28% de manganèse. «Dix-neuf des 46 pays d'Afrique subsaharienne possèdent d'importantes réserves d'hydrocarbures, de pétrole, de gaz, de charbon ou de minéraux alors que 13 autres pays africains explorent encore de nouvelles réserves», relève le PNUD, la grande partie de ces ressources se situent dans les pays du littoral africain.

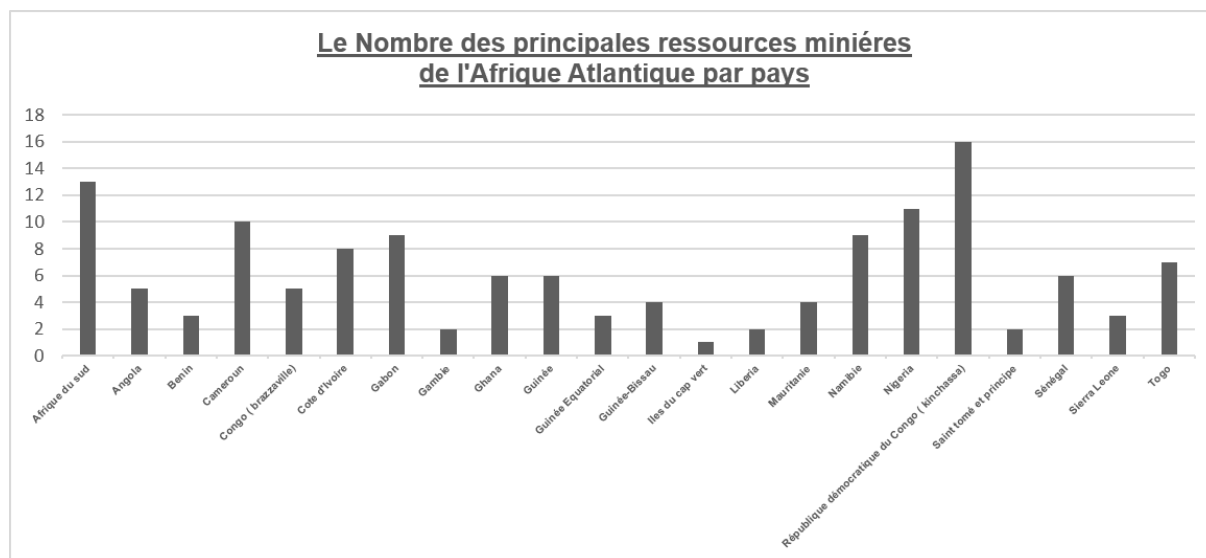
II.1 Répartition des principales ressources minières en Afrique atlantique par pays :

Riche en gisements miniers, l'Afrique atlantique est un Fournisseur mondialement reconnue de: L'acier, l'Aluminium, le plomb, le manganèse, le mercure, le soufre, le Tantale, l'uranium, l'Acier, l'argent, le bauxite, le Charbon, le cobalt, le cuivre, le diamant, le fer, le Gaz naturel, le granit, le nickel, l'étain, l'or, le manganèse, le méthanol, les minéraux industriels, le Niobium (Columbium), le pétrole, le Phosphate, les pierres précieuses, les pierres semi-précieuses, le platine, le plomb, et le zinc. Elle figure dans les premiers rangs mondiaux des producteurs de plusieurs matières premières comme : l'or, le cobalt, les diamants, l'Uranium, le pétrole, le cuivre, le phosphate et l'argent.

De ce fait, Ghana est le premier producteur mondial de l'or, la République démocratique du Congo (Kinshasa) dispose de 45% des réserves mondiales de cobalt, la Namibie est le 3^{ème} producteur de diamants, Nigeria est le premier producteur de pétrole brut en Afrique suivi d'Angola qui est le deuxième producteurs africain de cette ressource.

L'ensemble des pays afro-atlantiques sont non seulement quantitativement riche en ressources mais aussi qualitativement. Ils disposent d'une gamme variée de métaux précieux pouvant atteindre plus de 18 minerais par pays.

Selon les statistiques du Conseil national des sciences et de la technologie Américain, la répartition des pays de l'Afrique atlantique par nombre de minerais s'effectue comme suit :



Source: Conseil national de science et de technologie/USA

La république démocratique du Congo, l'Afrique du sud, Nigéria, Cameroun, Namibie, Gabon et la côte d'ivoire sont les pays de l'Afrique atlantique qui se trouvent en tête du classement des pays disposant du plus grand nombre de métaux précieux allant de 8 à 16 ressources par pays dont l'Uranium (principalement extrait en Afrique du sud, Cameroun, Gabon, et Namibie).

Par ailleurs, la répartition détaillée des ressources minières en l'Afrique atlantique par pays (autres que le Maroc) est la suivante³ :

³Source : Le conseil national de science et de technologie/ USA
<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>

[illegible]

Ressources Minières	Afrique du sud	Angola	Benin	Cameroun	Congo	Brazzaville	Côte d'Ivoire	Gabon	Gambie	Ghana	Guinée	Equateur	Gambie	Bissau	Cap vert	Liberia	Sierra Leone	Namibie	Nigeria	RD du Congo	Tomé et	Sénégal	Sierra Leone	Togo
Nickel																								
Etain																								
Or																								
Manganèse																								
Méthanol																								
Minéraux industriels																								
Niobium (Columbium)																								
pétrole																								
Phosphate																								
Pierre précieuse / semi-pré																								
Platine																								
Plomb																								

Ressources Minières	Afrique du sud	Angola	Benin	Cameroun	Congo	Brazzaville	Côte d'Ivoire	Gabon	Gambie	Ghana	Guinée	Equateur	Géorgie	Bissau	Cap vert	Liberia	Libye	Namibie	Nigeria	RD du Congo	Tomé et	Sénégal	Sierra Leone	Togo
Zinc																								

De ces ressources variées, l'or et l'or noire restent des richesses partagées par plusieurs pays Afro- atlantique notamment : en Afrique du sud, Cameroun, Congo (brazzaville), Cote d'Ivoire, Gabon, Ghana, Nigeria, République démocratique du Congo (kinchassa), et le Sénégal. En somme 16 pays de cette zone, disposent de l'or ; 14 pays disposent du pétrole et 13 pays sont fournisseurs renommés de diamants comme : l'Afrique du sud, Angola, Cameroun, Congo (Brazzaville), Cote d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Namibie, République démocratique du Congo (Kinshasa), Sierra Leone et le Togo.

Toutefois, le niveau d'exploitation de ces réserves, varie d'un pays à l'autre. Certains sont des producteurs confirmés et exportateurs renommés sur l'arène mondiale, comme le Nigéria qui est membre de l'OPEP⁴ et détient 29,32% des réserves pétrolières de l'Afrique, tandis que d'autres n'exploitent qu'une partie de ces gisements, et ce, à cause des guerres civiles et c'est le cas pour, Angola, qui est le deuxième producteur de pétrole après le Nigéria, ou par manque d'infrastructure comme pour la Namibie ou l'île de Sao Tomé.

Le Congo-Brazzaville, lui est l'un des fournisseurs non négligeable du marché mondial du pétrole, sa production pétrolière, constituant la pierre angulaire de son économie, n'a eu lieu qu'à partir des années 50, et ce avec des petits gisements côtiers pour s'élargir ensuite à une grande partie du territoire congolais.

Comparé à Nigéria ou Angola; et à l'image de la Mauritanie où la production pétrolière ne date que de l'année 2006 (date de sa première découverte), la production ivoirienne en or noir, est aussi très récente. 50% de cette production est destinée à l'export vers le marché Européen.

Par ailleurs, si la production pétrolière Equato-guinéenne et celle de la République Démocratique du Congo ; fait d'eux des producteurs et exportateurs affirmés du pétrole, les réserves pétrolières du Cameroun restent très modestes. Ils se répartissent principalement ; sur trois zones seulement, en petite fraction aux alentours du delta Nigérien.

Dans cette perspective, le véritable parent pauvre de la production africaine en pétrole ; est la République Sud-Africaine, où les quantités produites restent insuffisantes et n'arrivent même pas à satisfaire ses propres besoins intérieurs. En effet, la production nationale sud-africaine en pétrole ne dépasse pas le 1/3 de sa consommation nationale totale.

⁴Organisation des pays producteurs et exportateurs de pétrole

En somme, bien que les ressources financières tirées du pétrole de l'Afrique atlantique, contribuent principalement au développement de l'Etat en Afrique, et sont utilisées pour bâtir les bases de son développement économique et social, à travers la mise en place d'infrastructure nécessaire et la création de nouveaux emplois, ce secteur reste largement exploité par des compagnies pétrolières étrangères.

Cette exploitation étrangère des ressources, impose à ces pays des nouveaux types de dépendance économique à l'égard de l'Europe, l'Amérique, le Canada ou autres, l'exemple frappant est celui du Nigéria, qui est un grand producteur africain d'or noir et ne dispose pas de compagnies pétrolières nationales.

II LA CONFLICTUALITE EN AFRIQUE ATLANTIQUE

Si historiquement, la plupart des révolutions en Afrique ont eu des bases idéologiques et étaient provoquées par des conflits entre différents groupes exogènes, actuellement, ces conflits revêtent une nouvelle forme justifiée par une exploitation criminelle des ressources naturelles et réalisée par des groupes et mouvements de rebellions intra-nationaux.

Selon le programme sur les conflits (UCDP) réalisé par le Département des recherches sur la paix et les conflits de l'université d'UPPSALA, 3 types de conflits ont été identifiés dans la région Afro-atlantique et ce pour la période allant de l'année 1981 à l'année 2014, il s'agit principalement de⁵ :

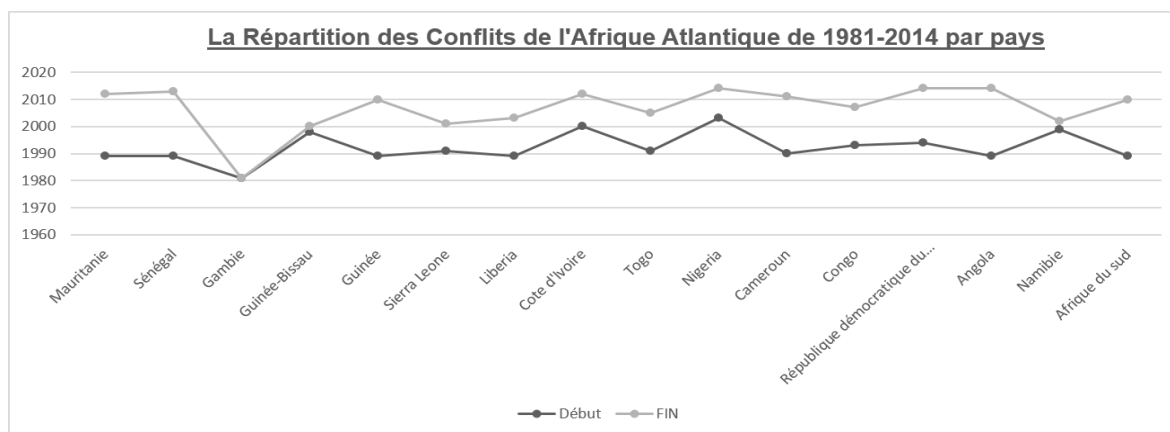
- Conflits Etatiques : ce sont des conflits armés, défini comme des différends politiques surgissant entre un acteur (un État) et un autre acteur (qui peut être un État ou une organisation). Ils sont généralement des conflits de pouvoir intra-pays menés par le gouvernement ou les forces armées afin d'accéder au pouvoir (coups d'Etats) ; ou maintenir la stabilité du pays en faisant face aux forces de la rébellion et aux mouvements de résistance (exemple : le cas de la Guinée).
- Conflits non étatiques : le conflit non étatique est une violence communautaire affrontant des tribus adverses ou gangs de différentes natures. Ils englobent les conflits extranationaux, opposant un pays donné à un autres pays ou Etat, comme le conflit Sénégal-mauritanien, le conflit anglo-namibien ou le conflit opposant Angola et Tchad au Congo, et la Namibie à l'Afrique du Sud, ou le Cameroun au Nigéria et les conflits éthiques et religieux comme celles

⁵ Annexe IV

opposants les Guéré –aux Malinké à la cote d'ivoire ou, celles opposants les musulmans aux chrétiens au Nigéria.

- Violences unilatérales : il y a lieu de violence unilatérale lorsque la violence vise des populations particulières qui ne sont pas organisées. Cette forme de violence régit l'ensemble des guerres civiles qui ont eu lieu en Mauritanie, Sénégal, Guinée, Sierra Leone, Liberia, Cote d'Ivoire, Togo, Nigeria, Cameroun, Congo, République démocratique du Congo, Angola, et l'Afrique du sud.

Pendant la période comprise entre 1981-2014, les pays de l'Afrique atlantique les plus touchés par les conflits sont les suivantes :



Source: UCDP/Département des recherches sur la paix et les conflits

L'année 1989, est l'année qui a connu le plus grand nombre de conflits en Afrique atlantique. Ces conflits ont ciblé : l'Afrique du sud, Angola, Guinée, Liberia, Mauritanie, et le Sénégal.

Les 2/3 des pays de l'Afrique atlantique (en dehors du Maroc et les îles du cap vert et celle de Sao Tomé et Príncipe), ont vécu soit des conflits étatiques ou de la violence unilatérale, alors que les 2/5 de ces pays en été confrontés à des conflits non étatiques.

Par ailleurs, 25% de ces 20 pays ont été touchés à la fois par la violence unilatérale, les conflits étatiques et les conflits non étatiques notamment à : Angola, Congo, Cote d'Ivoire, Mauritanie, Nigeria, et le Sénégal. Alors que 35% d'entre eux, ont connu à la fois les conflits non étatiques et la violence unilatérale, tandis que 55% de ces pays-là, ont connu les conflits étatiques et la violence unilatérale.

En somme, la quasi-totalité des pays de l’Afrique atlantique ont connu des conflits à part le Bénin, la Guinée équatoriale, et les îles, du Cap-Vert et celle de Sao Tomé et Príncipe. En effet, les plus touchés par ce phénomène politique sont les pays –réputés riches en gisement–, et disposent de 5 à plus de 11 types de ressources comme : Angola, Congo (Brazzaville), Côte d’Ivoire, Nigeria, et Sénégal qui ont connu presque tous les types de conflit que se soit les Conflits Étatiques ou non Étatiques ou violences unilatérales.

III. LES FACTEURS DE CONFLICTUALITE EN AFRIQUE ATLANTIQUE

Dans son analyse sur les facteurs économiques de conflictualité en Afrique⁶, Philippe Hugon a étroitement lié, la rareté ou l'abondance des ressources naturelles, aux dominants facteurs identifiés dans ces conflits.

Pour lui, qu'elles soient des *guerres de pauvreté ou d'abondance*, leurs principale cause *reviendra sûrement soit à la rareté* des ressources et aux exclusions porteuses de vulnérabilité, et de frustrations, ou à la convoitise des abondantes ressources par les grandes puissances, les milices et les oligopoles.

En succession à la théorie de l'abondance justifiant la conflictualité, souvent, au lieu que les ressources minières Afro- atlantiques soient un levier pour sa croissance, elles se sont converti en malédiction, générant des conflits internes et externes, les submergeant à l'infini dans un paradoxe à la fois de richesse et de pauvreté.

IV.1 La malédiction des Richesses :

Par définition La malédiction des ressources désigne « une situation dans laquelle un pays dispose d'un secteur des ressources naturelles générant des recettes publiques mais qui, paradoxalement, engendre une stagnation économique et une instabilité politique ». La malédiction fait référence à la relation inverse entre le développement et l'abondance des ressources naturelles.

Historiquement, l'essor du secteur des ressources naturelles n'a pas toujours abouti à une détérioration des performances économiques, il a même pu favoriser la mutation de l'économie surtout pour les pays de l'Europe comme l'Australie, le Canada et les États-Unis d'Amérique, comme pour les pays du moyens orient notamment en Émirats arabes unis, en Koweït ou en Qatar. Ces pays ont puisé dans les recettes tirées de leurs secteurs miniers pour bâtir des mégapoles en plein désert, et ont créé par conséquent, des activités économiques en aval et latérales, et des surcroûts de revenus.

Contrairement à ces pays, les richesses naturelles de l'Afrique Atlantiques n'ont pas servis dans une croissance économique, mais plutôt, ont été des moteurs de conflits. Les exemples les plus frappants de ces conflits, sont celles déclenchés pour le *pétrole*, et qui ont touché, le Nigeria, Angola, et le Congo. Ou celles pour les *diamants* qui ont eu lieu au Nord de la Côte-

⁶Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains, Philippe Hugon, Hérodote, 2009

d'Ivoire, à Angola aussi, à la Guinée, Liberia, la République démocratique du Congo, et le Sierra Leone. Ou même celles pour s'accaparer les métaux *précieux* (Or, et Coltan⁷) de Kivu en République démocratique du Congo.

L'effet inversé des richesses s'illustre pleinement par le cas Nigérien. Nigéria, qui est l'un des pays les plus marqués par l'abondance de leurs richesses, et l'un des exportateurs de pétrole les plus anciens dans le monde (depuis 1965), cette abondance a été accompagnée par des mauvaises performances macroéconomiques et un creusement en profondeur des inégalités sociales.

Depuis son indépendance en 1960 à 1995, Bien que les recettes du pays aient été multipliées par dix et plus, son revenu par habitant a stagné, pour faire du pays l'un des 15 pays les plus pauvres au monde. Dans 35 ans, l'indice de la pauvreté au Nigéria a quasiment triplé, tandis que les catégories aisées du pays s'accaparent la grande majorité du revenu⁸, et les dictatures militaires successives pillent ses richesses pétrolières au détriment des citoyens qui vivent dans la précarité et la marginalisation.

A l'image d'autres pays Afro-atlantique, la manne pétrolière au Nigéria a entraîné un changement fondamental dans sa sphère politique et sa gouvernance. Après leur indépendance politique, la plupart des pays ont continué à faire usage de la force et à être autoritaires, et au lieu de transformer l'Etat pour satisfaire les besoins et les aspirations de leurs populations, les leaders qui ont émergé à cette ère postcoloniale, se sont contentés d'employer des normes structurelles autoritaires favorisant l'appropriation des gains économiques des pays.

A la fin de la guerre froide, et en réaction aux vecteurs de mondialisation, et aux pressions grandissantes de libéralisation politique et économique, de nombreux régimes ont recourus à la répression et à la prédation politique, à travers, la concentration des pouvoirs au sommet et sa délégation à une élite, pour laquelle un accès au pouvoir était équivalant à un accès à la richesse et aux sources de richesse futures.

Les Etats prédateurs qui ont eu lieu dans ces pays ont recourus à différentes stratégies, et violences pour gérer les ressources minières (en particulier pétrolières) et s'approprier les recettes tirées de leurs exploitations et ventes. Par conséquent, des redevances et des accords ont été négociés directement avec les entreprises étrangères. Ces transactions ont souvent été opaques, sans traçabilités dont il était difficile, voire impossible à surveiller.

⁷Minerais de couleur noire ou brun-rouge dont on extrait le niobium

⁸ Rapport sur le développement en Afrique, Banque africaine 2007

Du pétrole à Nigéria, au phosphate du Togo ou la bauxite et d'aluminium de la Guinée. La gestion des minerais faisait en sorte que seules les maigres recettes arrivent jusqu'aux caisses publiques, alors que les véritables redevances sont versées directement sur les comptes bancaires, à l'étranger des dirigeants politiques.

IV.2 Enjeux internationaux et régionaux :

■ Conflits frontaliers :

Des années soixante aux années 90, cette période a été marquée par l'émergence, dans certains pays afro-atlantique, d'un nouveau type de conflit qui est le conflit frontalier. Malgré tous les prétextes déclarées, les disputes frontalières vécus par la plupart de ces pays, au lendemain de leur indépendance, trouvaient leurs racines dans la recherche des richesses que renfermaient les zones les plus convoitées.

Ceci s'illustre par le Conflit frontalier de la péninsule de Bakassi (datant de 1981 et réactivé en 1994 et 1996), opposant le Nigeria au Cameroun. Cette péninsule est un territoire riche en hydrocarbures et en ressources halieutiques, a été administré par le Nigeria, jusqu'à octobre 2002 où la souveraineté a été officiellement reconnu par la Cour internationale de Justice, au Cameroun.

La récupération de la péninsule par le Cameroun le pousse à continuer le processus de limitation frontalière ; en demandant aux Nations Unies de reconsidérer le tracé de ses frontières maritimes avec la Guinée équatoriale, dans la zone comprise entre la péninsule récupérée et le nord-ouest de l'île de Bioko relevant de la Guinée équatoriale.

La Guinée Équatoriale, à son tour ; a été confronté au Gabon pour la souveraineté des îlots de Conga, Cocotier et de Mbanié. Ce conflit datant des débuts des années soixante-dix, a été accentué après la découverte des gisements des hydrocarbures dans cette zone.

En sommes, que se soit en Guinée Equatoriale, au Cameroun, ou même au Gabon, l'exploitation des richesses naturelles a toujours était le nerf alimentant ces guerres, prenant le dessus sur leurs stratégies et les affectant dans leurs appréhensions du bon voisinage, malgré tous les arguments politiques et prétextes avancés.

■ **Epuisement des ressources :**

Les tensions qu'a connu l'Afrique atlantique, autour de ces richesses, ne se limitent pas aux conflits frontaliers entre voisins géographiques, mais s'élargissent à d'autres types de pillage revêtant plusieurs formes.

Dans la plupart des cas, les pays voisins ont participé à l'exploitation des ressources naturelles d'un autre Etat via des processus interdépendants de prolifération d'économies de guerre et de Conflits régionaux, leurs interventions militaires étaient directement liées au soutien d'un gouvernement en place ou à certains insurgés armés.

Au Liberia et Sierra Leone, par exemple, du fait de ces interdépendances, d'immenses quantités de diamants et de bois ont été sorties en contrebande par des mineurs ou des entrepreneurs opérant dans l'économie parallèle.

Dans d'autres pays Afro- atlantiques, les gouvernements tiers ont joué un rôle déterminant, et ce, en cherchant à profiter de leurs voisins richement pourvus en ressources naturelles ; l'exemple le plus frappant est celui de la guerre civile qui a eu lieu en République démocratique du Congo, appelée « la première guerre mondiale africaine ».

Cette Guerre dont la République démocratique du Congo était le principal théâtre ; a été caractérisée par l'intervention des armées de six pays différents (Rwanda, Ouganda, Angola, Burundi, Zimbabwe et Namibie). En dépit des arguments avancés comme : la sécurité ou la préservation du régime et l'intégrité territoriale du pays, le réel but de ces interventions était surtout d'assurer sa propre sécurité ou exploiter les ressources congolaises.

L'intervention militaire d'Angola par exemple, qui était qualifié historiquement de parrain de l'après-Kabila, s'inscrit dans le cadre des accords de solidarité prévus entre les pays de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), mais en réalité, elle visait surtout d'empêcher l'Unita⁹ de trouver en RDC une base arrière.

Ceci s'extrapole sur Burundi qui limitait son action aux rives du lac Tanganyika, à la frontière du Sud-Kivu, dont la présence a été justifié par la poursuite des rebelles hutus, et , Zimbabwe qui était affaibli par la contestation interne, et la crise économique, et qui a justifié la présence de ces troupes en RDC, par la préservation du régime Kabila, l'appui à l'intégrité territoriale du Congo, et l'assistance en vue de la consolidation de la souveraineté nationale de Kinshasa.

⁹L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola

Par contre, Rwanda, qui a justifié sa présence militaire par la nécessité de traquer les «génocidaires hutus» et autres «forces négatives», son intervention n'était rien d'autre que la concrétisation d'un rêve d'expansion territoriale, et l'exploitation des ressources de l'est Congolais. Tout comme Ouganda qui a exprimé que son intervention revient à sa volonté de mettre en place un pouvoir congolais autonome et responsable, en épaulant Jean-Pierre Bemba¹⁰ et formant son armée, alors qu'en réalité elle n'était qu'en compétition pour exploiter les richesses de l'Est congolais.

Pour Namibie, quia entretenu 2500 hommes au Congo, qui ne se sont retirés qu'après le déploiement de la force de l'ONU. Ses rapports avec le Congo se justifiait surtout par les accords établis dans le cadre de la Conférence pour le développement des pays d'Afrique australe, néanmoins, le but réel de ses interventions sur le territoire congolais, se justifiait surtout par sa solidarité avec ses voisins Angolais et en Zimbabwe.

De ce fait, Malgré les arguments sécuritaires et de paix avancés, l'intervention étrangère dans les conflits des pays de l'Afrique atlantique vise essentiellement l'exploitation des richesses existantes et revêtent pour la plupart deux formes essentielles :

- Les sociétés de mercenaires : désignées par l'euphémisme, ils sont des services de sécurité privés induit par la mondialisation économique, et l'accroissement des gains tirés de l'extraction de ressources naturelles, du fait de l'investissement des multinationales dans ces « services ».
- Les entreprises extractives multinationales : qui tirent parti des situations conflictuelles pour maximiser leurs bénéfices.

En effet, contrairement au secteur manufacturier ou aux autres activités du secondaire ou du tertiaire, les industries extractives ne procèdent pas au désinvestissement ou à la relocalisation lorsqu'un conflit survient. Compte tenu de la nature et de l'importance stratégique des ressources naturelles (en particulier du pétrole et du gaz), les profits potentiels, de la forte intensité capitaliste des investissements à long terme, les entreprises extractives multinationales ne se laissent pas décourager par l'imprévisibilité ou la dangerosité des situations. Bien que certaines soient désengagées face à l'instabilité et à la violence, la plupart d'entre elles, choisissent généralement de factoriser les coûts de risques supplémentaires et de

¹⁰ Ex-vice-président de la République démocratique du Congo

ne pas dévier de leur cap. Leurs pratiques dans beaucoup d'Etats, ont de diverses manières, contribué à alimenter profondément les conflits.

Par ailleurs, du contrôle des bandes armées de l'Ouganda, Rwanda et Burundi pour le vol de minéraux au Congo et leurs revente aux entreprises étrangères complices, aux contrats d'exploitation des ressources à bas prix, en contrepartie, d'appui milliaire répondant à un besoin sécuritaire. La stratégie mondiale actuelle, vise l'intensification de l'exploitation des travailleurs et le pillage des ressources naturelles de l'Afrique, pour financer une économie internationale assoiffée de ressources.

En somme, le capitalisme impose à l'Afrique atlantique, le rôle de fournisseur de matières premières et de main d'œuvre à bas coûts. Et afin que cette situation se perpétue, il faut que l'Afrique continue d'être pauvre et divisée, avec des coups d'État et des guerres continues.

IV. STRATEGIES INTERNATIONALES D'EXPLOITATION MINIERES :

Malgré ses richesses, le potentiel de l'Afrique atlantique est en outre, affaibli par l'hémorragie de capitaux ,souvent due à l'évasion fiscale et la manipulation des prix de transfert par les sociétés pétrolières, gazières et minières, et ce avec la complicité de fonctionnaires corrompus.

Les inégalités de revenus et les flux illicites de capitaux dépouillent l'Afrique de ses richesses et l'empêche d'investir dans l'éducation, l'agriculture et la santé qui sont des secteurs essentiels pour sa population.

De ce fait, afin de créer une croissance économique soutenue, et tirer profit de leurs ressources à travers une meilleure négociation des contrats miniers, beaucoup de pays de l'Afrique atlantique sont les adhérents des programmes internationaux, visant l'exploitation transparente de ces ressources notamment :

V.1 L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE):

La création de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) a été annoncée lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable à Johannesburg en 2002 (le Sommet de la Terre 2002) et a été lancée officiellement à Londres en 2003. Elle a été fondée sur la reconnaissance du fait que bien que le pétrole, le gaz et les ressources minérales puissent aider à accroître le niveau de vie ; à travers le monde, cela peut souvent conduire à la

corruption et aux conflits ainsi qu'à une baisse de la qualité de vie des populations dans les pays où la gestion des ressources est inadéquate.

En effet, dans 60% des pays de l'Afrique atlantique l'ITIE, a été mis en œuvre, notamment en : Mauritanie, Sénégal, Guinée, Sierra Leone, Liberia, Cote d'Ivoire, Ghana, Togo, Nigeria, Cameroun, Gabon, Congo, République démocratique du Congo, Sao Tomé et principe. Ceci prouve la conscience politique Afro-atlantique du dilemme triangulaire liant le conflit à l'abondance des ressources, et leur exploitation massive non équitable.

V.2 La vision de l'Union africaine pour l'exploitation minière :

En 2009, l'Union africaine (UA) a adopté le projet Afrique Extraction minière (AMV), qui est un nouveau cadre de mise en valeur des ressources minières.

L'objectif de l'AMV est d'aider le continent à tirer davantage profit de leurs ressources pour stimuler la croissance, et investir les revenus des exploitations minières dans, les infrastructures de Base (routes, chemins de fer, ports, énergie, eau, télécommunications..), les industries locales de transformation, l'économie du savoir et la création d'un secteur des services dynamique.

Elle recommande aux pays africains de :

- Mieux négocier les contrats miniers,
- Prêter plus d'attention à l'environnement,
- Veiller à la valorisation des ressources naturelles et au développement des compétences Africaines.

En 2011, le plan d'action de l'AMV a été approuvé par les dirigeants africains et le Centre africain pour le développement minier (AMDC) a été créé en vue de mettre en œuvre ses projets, et depuis cette date la stratégie minière de beaucoup de pays de l'Afrique atlantique tend vers une meilleure exploitation des ressources et une régénération de la croissance.

Grâce à cette initiative, le gouvernement de la Zambie, qui est le septième producteur mondial de cuivre, a appliqué en 2011, un impôt de 30% sur les sociétés minières, qui a doublé ces recettes minières dans cette période comparée à l'année 2010, en les portant à 1,36 milliard de dollars.

De même, les recettes minières du Ghana, en 2011, ont fortement augmenté, et ce, en passant de 210 millions de dollars à 500 millions en 2011 comparé à 2010, grâce à l'adoption du

Ghana, d'une loi sur la gestion des recettes pétrolières nationales qui rend obligatoire la déclaration trimestrielle des paiements et des volumes de production.

Alors que la Guinée, a adopté un code minier en 2011, qui oblige, les sociétés minières à signer «un code de conduite» contre les pratiques de corruption et à assurer la formation des employés locaux. Et elle a établi un seuil de participation du gouvernement de 35 % du capital des projets miniers.

CONCLUSION

Malgré les nombreuses actions d'indépendance économique, et de revalorisation des ressources minières de l'Afrique atlantique, entamées dans le cadre du projet Afrique Extraction minière (AMV) ou ITIE, le continent recourt en permanence à l'aide extra-africaine de beaucoup de pays notamment du Canada, l'Australie, le Chili ou autres...

A ce titre, certains offrent des formations aux employés du gouvernement africains, aux universitaires ou même aux étudiants, leurs bénéficiant d'un effet d'expérience en terme de gestion minières, comme le Canada, qui a créé un Institut international pour les industries extractives et le développement. Tandis que d'autres : mettent la main sur ce marché à travers le soutien des entreprises présentes en Afrique, comme le gouvernement australien, ou la Chine (qui concourt à la construction de chemins de fer, d'hôpitaux, de routes et de ports dans les pays riches en minéraux tels que l'Angola, la Zambie, et la Sierra Leone), ou cherchent même à développer «une diplomatie de matières premières» par le biais d'accord avec l'Union Africaine. Et c'est le cas de beaucoup de pays comme la suisse, ou autres. ...

En somme, en dépit de la forme de présence effectuée par les grandes puissances économiques sur le marché Afro-atlantique, le principal objectif de cette présence reste de garantir leur approvisionnement futur en ressources minières.

A cet effet, Il est urgent et impératif de mettre en œuvre dans chacun des pays de l'Afrique atlantiques, des politiques autonomes valorisant leurs propres ressources en minerais, susceptibles de leurs permettre ; une gestion rationnelle des recettes accumulés de ces ressources, et visant la création d'une croissance économique continue et soutenue, par un Etat de droit veillant à la protection des intérêts de tous ses citoyens, et plus particulièrement, ceux vivant dans la pauvreté et la précarité.

BIBLIOGRAPHIE

- Economies Africaines analyse économique de l'Afrique subsaharienne, MICHEL NORO, BALISE, 1998
- L'Etat en Afrique « la politique du ventre » JEAN FRANÇOIS BAYART, Fayard l'espace du politique, 1989, 2006
- L'Afrique et les grands émergents, Jean-Raphaël CHAPONNIÈRE, fondation pour les études et recherches sur le développement international, agence française de développement, 2013
- Les économies émergentes et les ressources naturelles de l'Afrique : éviter la «malédiction des ressources» et bâtir des sociétés plus résilientes, FANTU CHERU, centre des études africaines, 2013
- Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains, Philippe Hugon, Hérodote 2009
- Les conflits et les gouvernances de la sécurité en Afrique de l'ouest, ABDUL RUFFU MUSTAPHA, Altus global alliance, 2013
- Oui le développement est possible en Afrique, OUASSINI DIALLO, études Africaines, Harmattan, 2011
- Pour Préparer l'avenir de l'Afrique de l'ouest : une vision à l'horizon 2020, Études des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest CLUB DU SAHEL, OCDE, 1998
- Rapport sur le développement en Afrique 2014, groupe de la banque africaine du développement, 2014
- The Mineral industry of Africa, The Minerals Yearbook, U.S. Department of the Interior, 2016.

WEBOGRAPHIE

- Banque mondiale, 2016, [http : //databank.banquemondiale.org/data/](http://databank.banquemondiale.org/data/), indicateurs de développement, (Décembre 2017)
- Conférence des Nation Unis sur le Commerce et le Développement, 2017 [http : //www.unctad.org, statistics](http://www.unctad.org_statistics), (Mars 2017)
- Département de recherche sur la paix et les conflits, 2016, [http : //ucdp.uu.se/](http://ucdp.uu.se/), ucdp, (octobre 2016)
- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture/FAO, 2016, <http://www.fao.org/statistics/fr/> (Avril 2016)
- L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), 2017 <http://www.oecd.org>, données OCDE, (février 2017)
- Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne, 2016, <http://www.afristat.org/>, données statistiques, (décembre 2016)

- Perspectives économiques en Afrique, 2016, <http://www.africaneconomicoutlook.org>, statistiques, (Décembre 2016)
- The refuge agency, 2017 <http://popstats.unhcr.org>, (Janvier 2017).

Annexe I : Superficie des pays de l'Afrique atlantique

Pays	Superficie (en Km ²)		Part dans la superficie totale
Rép démocratique du Congo	2 267 050		21%
Angola	1 246 700		12%
Afrique du sud	1 213 090		11%
Mauritanie	1 030 700		10%
Nigeria	910 770		9%
Namibie	823 290		8%
Maroc	21	10 850	7%
Cameroun	472 710		4%
Congo	341 500		3%
Cote d'Ivoire	318 000		3%
Gabon	257 670		2%
Guinée	245 720		2%
Ghana	227 540		2%
Senegal	192 530		2%
Benin	112 760		1%
Liberia	96 320		1%
Sierra Leone	72 180		1%
Togo	54 390		1%
Guinée-Bissau	28 120		0%
Guinée Equatorial	28 050		0%
Gambie	10 120		0%
Iles du cap vert	4 030		0%
Sao Tomé et principe	960		0%
Superficie totale	10 665 050		100%

Source : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture/FAO, Avril 2016

Annexe II: Typologie des conflits des pays de l'Afrique atlantique

Pays	Type de violence	Début	Fin	Consistance
<i>Mauritanie</i>	1: conflit étatique	1989	20 12	Gouvernement de la Mauritanie
	2: les conflits non étatiques			Gouvernement de la Mauritanie – contre Sénégal
	3: violence unilatérale			Gouvernement de la Mauritanie - Civils
<i>Sénégal</i>	1: conflit étatique	1989	20 13	Sénégal : Casamance
	2: les conflits non étatiques			Gouvernement de la Mauritanie – contre Sénégal
	3: violence unilatérale			Gouvernement du Sénégal - Civils
<i>Gambie</i>	2: les conflits non étatiques	1981		Gouvernement de la Gambie et le gouvernement du Sénégal République centre africaine et la Gambie
<i>Guinée-Bissau</i>	1: conflit étatique	1998	20 00	Gouvernement de la Guinée, Gouvernement du Sénégal
<i>Guinée</i>	1: conflit étatique	1989	20 10	Gouvernement de la Guinée - RFDG
	3: violence unilatérale			Gouvernement de la Guinée - Civils
<i>Sierra Leone</i>	1: conflit étatique	1991	20 01	Gouvernement de Sierra Leone
	3: violence unilatérale			Gouvernement de Sierra Leone - Civils
<i>Liberia</i>	1: conflit étatique	1989	20 03	Gouvernement de la Liberie
	3: violence unilatérale			Gouvernement de la Liberie - Civils
<i>Cote d'Ivoire</i>	1: conflit étatique	2000	20 12	Gouvernement de la cote d'Ivoire
	2: les conflits non étatiques			Guerre entre les Guéré - Malinké
	3: violence unilatérale			Gouvernement de la cote d'Ivoire - Civils
<i>Ghana</i>	2: les conflits non étatiques	1966	19 83	Guerre militaire (les forces de Jerry John Rawlings)
<i>Togo</i>	3: violence unilatérale	1991	20 05	Gouvernement du Togo - Civils
<i>Nigeria</i>	1: conflit étatique	2003	20 14	Gouvernement du Nigeria
	2: les conflits non étatiques			Chrétiens (Nigeria) - Musulmans (Nigeria)
	3: violence unilatérale			Gouvernement de Nigeria - Civils
<i>Cameroun</i>	1: conflit étatique	1990	20 11	Gouvernement du Cameroun- Gouvernement du Nigeria
	3: violence unilatérale			Gouvernement du Cameroun - Civils
<i>Gabon</i>	2: les conflits non étatiques	1964	ave c Fra nce	Guerre entre le Gouvernement et les militaires
<i>Congo</i>	1: conflit étatique	1993	20 07	Gouvernement du Congo
	2: les conflits non étatiques			Gouvernement d'Angola, et Gouvernement du Tchad

Pays	Type de violence	Début	Fin	Consistance
	3: violence unilatérale			Gouvernement du Congo - Civils
<i>République démocratique du Congo</i>	1: conflit étatique	1994	20 14	Gouvernement du Congo
	3: violence unilatérale			Gouvernement du Congo - Civils
	1: conflit étatique	1989	20 14	Gouvernement Angola
	2: les conflits non étatiques			conflit avec Namibie
	3: violence unilatérale			Gouvernement d'Angola - Civils
<i>Namibie</i>	1: conflit étatique	1999	20 02	Gouvernement de la Namibie
<i>Afrique du sud</i>	2: les conflits non étatiques	1989	20 10	conflit avec Namibie
	3: violence unilatérale			Gouvernement de l'Afrique du sud

Source: Département des recherches sur la paix et les conflits de l'université d'UPPSALA/
UCDP

Annexe III : Population de l'Afrique atlantique en (Millions d'habitants)

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Tx 20 05/ 20 14
Angola	17 912 942	18 541 467	19 183 907	19 842 251	20 520 103	21 219 954	21 942 296	22 685 632	23 448 202	24 227 524	35 %
Benin	8 182 362	8 443 717	8 707 637	8 973 525	9 240 982	9 509 798	9 779 391	10 049 792	10 322 232	10 598 482	30 %
Cote d'Ivoire	18 132 702	18 486 392	18 862 172	19 261 647	19 684 909	20 131 707	20 604 172	21 102 641	21 622 490	22 157 107	22 %
Camerou n	18 126 999	18 597 109	19 078 100	19 570 418	20 074 522	20 590 666	21 119 065	21 659 488	22 211 166	22 773 014	26 %
Congo	3 503 086	3 604 595	3 715 665	3 832 771	3 950 786	4 066 078	4 177 435	4 286 188	4 394 334	4 504 962	29 %
Iles du cap vert	474 224	478 265	481 278	483 824	486 673	490 379	495 159	500 870	507 258	513 906	8%
Gabon	1 377 777	1 408 920	1 440 902	1 473 741	1 507 428	1 541 936	1 577 298	1 613 489	1 650 351	1 687 673	22 %
Ghana	21 389 514	21 951 891	22 528 041	23 115 919	23 713 164	24 317 734	24 928 503	25 544 565	26 164 432	26 786 598	25 %
Guinée	9 669 023	9 898 301	10 152 521	10 427 356	10 715 770	11 012 406	11 316 351	11 628 767	11 948 726	12 275 527	27 %
Gambie	1 440 542	1 487 731	1 536 424	1 586 749	1 638 899	1 693 002	1 749 099	1 807 108	1 866 878	1 928 201	34 %
Guinée- Bissau	1 462 784	1 494 603	1 527 342	1 561 293	1 596 832	1 634 196	1 673 509	1 714 620	1 757 138	1 800 513	23 %
Guinée Equatoria l	625 866	645 718	665 798	686 223	707 155	728 710	750 918	773 729	797 082	820 885	31 %
Liberia	3 269 786	3 384 804	3 522 337	3 672 782	3 821 498	3 957 990	4 079 574	4 190 155	4 293 692	4 396 554	34 %
Mauritani e	3 154 087	3 241 762	3 328 285	3 414 552	3 501 927	3 591 400	3 683 221	3 777 067	3 872 684	3 969 625	26 %
Namibie	2 027 026	2 053 915	2 083 174	2 115 703	2 152 357	2 193 643	2 240 161	2 291 645	2 346 592	2 402 858	19 %
Nigeria	139 611 303	143 318 011	147 152 502	151 115 683	155 207 145	159 424 742	163 770 669	168 240 403	172 816 517	177 475 986	27 %
Sénégal	11 268 994	11 578 430	11 897 230	12 229 703	12 581 624	12 956 791	13 357 003	13 780 108	14 221 041	14 672 557	30 %
Sierra Leone	5 071 271	5 243 214	5 391 108	5 521 838	5 647 194	5 775 902	5 908 908	6 043 157	6 178 859	6 315 627	25 %
Sao Tomé et principe	153 146	156 584	160 064	163 595	167 196	170 880	174 646	178 484	182 386	186 342	22 %
Togo	5 578	5 732	5 890	6 052	6 219	6 390	6 566	6 745	6 928	7 115	28

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Tx 20 05/ 20 14
	219	175	414	937	761	851	179	581	719	163	%
Afrique du sud	47 349 013	47 991 699	48 656 506	49 344 228	50 055 701	50 791 808	51 553 479	52 341 695	53 157 490	54 001 953	14 %
Républ du Congo	56 089 536	57 926 840	59 834 875	61 809 278	63 845 097	65 938 712	68 087 376	70 291 160	72 552 861	74 877 030	33 %
Maroc	30 385 479	30 691 434	31 011 322	31 350 544	31 714 958	32 107 739	32 531 964	32 984 190	33 452 686	33 921 203	12 %
TOTAL	406 255 681	416 357 577	426 807 604	437 606 560	448 751 681	460 237 024	472 066 376	484 230 534	496 693 816	509 409 290	25 %

Sources : La banque mondiale